



asset
management

INVESTIR,
C'EST AUSSI AGIR

91-93 BOULEVARD PASTEUR

CS61595

Paris Cedex 15 75015

T 01 53 15 70 00

WWW.CPR-AM.COM

CPR CREDIXX INVEST GRADE

OPCVM relevant de la Directive 2009/65/CE
FCP de droit français

RAPPORT ANNUEL
EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2023

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	9
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	24
Informations spécifiques	25
Informations réglementaires	26
Certification du Commissaire aux comptes	31
Comptes annuels	36
Bilan Actif	37
Bilan Passif	38
Hors-Bilan	39
Compte de Résultat	40
Annexes aux comptes annuels	41
Règles et méthodes comptables	42
Evolution de l'Actif net	45
Compléments d'information	46
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	53
Inventaire	54

Produit

CPR Credixx Invest Grade - P

FR0010560177 - Devise : EUR

Ce Fonds est agréé en France.

Société de gestion : CPR Asset Management (ci-après: "nous"), membre du groupe de sociétés Amundi, est agréée en France et réglementée par l'Autorité des marchés financiers.

AMF responsable de la supervision de CPR Asset Management en ce qui concerne le présent Document d'informations clés.

Pour plus d'information, veuillez vous référer au site www.cpr-am.com ou appeler le +33 53157000.

Ce document a été publié le 01/01/2023.

Document
d'informations
clés

En quoi consiste ce produit ?

Type : Parts de CPR Credixx Invest Grade, un FCP.

Durée : La durée du Fonds est illimitée. La Société de gestion peut dissoudre le fonds par liquidation ou fusion avec un autre fonds conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Obli. & titres créance int.

Objectifs : En souscrivant dans CPR Credixx Invest Grade, vous investissez dans un portefeuille de produits monétaires et obligataires d'émetteurs privés et publics de la zone OCDE.

L'objectif de gestion consiste à surperformer l'indice Markit - iTraxx Europe Main 2 x Leveraged funded euro. L'indice Itraxx Europe Main 5 ans TR price est représentatif du marché des dérivés de crédit sur émetteurs privés européens de catégorie "Investment Grade" au moment de leur entrée dans l'indice et de maturité 5 ans. Un émetteur "Investment Grade" au sens de l'indice est un émetteur dont le rating est supérieur ou égale à BBB-(notation Standard and Poor's) ou Baa3 (selon Moody's) et dont les perspectives ne sont pas négatives.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion recherche une exposition positive aux marges de crédit d'émetteurs privés européens principalement via des dérivés de crédit multi-émetteurs sur l'indice Itraxx Europe Main de maturité 5 ans. Le FCP pourra également investir en produits monétaires et de taux et/ou effectuer des dépôts auprès d'établissements de crédit, notamment pour gérer ses liquidités.

La société de gestion s'appuie pour l'évaluation du risque et de la catégorie de crédit sur ses équipes et sa propre méthodologie qui intègre, parmi d'autres facteurs, les notations émises par les principales agences de notation. L'essentiel des expositions prises par le portefeuille porteront sur des émetteurs appartenant à la catégorie « Investment Grade » au moment de leur acquisition, c'est-à-dire de notations supérieures ou égales à BBB-[Source S&P/Fitch] ou Baa3 [Source Moody's] ou jugées équivalentes selon les critères de la société de gestion. La dégradation d'un émetteur par une ou plusieurs agences de notation n'entraîne pas de façon systématique la cession des titres concernés, la société de gestion s'appuie sur son évaluation interne pour évaluer l'opportunité de conserver ou non les titres en portefeuille.

La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts, indicateur qui mesure l'impact de la variation des taux d'intérêt sur la performance, est comprise

entre -1 et +1.

La sensibilité crédit du portefeuille, indicateur qui mesure l'impact de la variation des marges émetteurs sur sa performance, est comprise entre +6 et +12.

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition.

L'OPC est géré activement et vise à obtenir une performance supérieure à celle de son indice de référence. Sa gestion est discrétionnaire : il est majoritairement exposé aux émetteurs de l'indice de référence et peut être exposé à des émetteurs non inclus dans cet indice. La stratégie de gestion intègre un suivi de l'écart du niveau de risque du portefeuille par rapport à celui de l'indice. Un écart modéré par rapport au niveau de risque de cet indice est anticipé.

Les indices Itraxx ont disponibles sur le site : www.ihsmarkit.com

Le FCP est soumis à un risque en matière de durabilité au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure ») tel que défini dans le profil de risque du prospectus.

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement sur la période de détention recommandée et qui sont prêts à assumer un niveau de risque élevé sur leur capital initial.

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur d'actif nette). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de CPR Credixx Invest Grade.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur cette Fonds, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : CPR Asset Management - 91-93, boulevard Pasteur - CS 61595 - 75730 Paris Cedex 15.

La valeur d'actif nette de Fonds est disponible sur www.cpr-am.com.

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant Supérieure à 3 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés sont des illustrations basées sur la pire, moyenne et meilleure performance de Fonds au cours des dernières Supérieure à 3 ans. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 3 année(s)		Investissement 10 000 EUR	
Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	3 année(s)
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€6 370	€7 230
	Rendement annuel moyen	-36,3%	-10,2%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€9 230	€9 540
	Rendement annuel moyen	-7,7%	-1,6%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€9 990	€10 490
	Rendement annuel moyen	-0,1%	1,6%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 760	€11 170
	Rendement annuel moyen	7,6%	3,8%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Ce type de scénario s'est produit pour un investissement utilisant un proxy approprié.

Que se passe-t-il si CPR Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Les actifs et passifs du Fonds sont séparés de ceux des autres fonds et de ceux de la Société de gestion, et il n'existe aucune responsabilité croisée entre eux. Le Fonds ne serait pas responsable en cas de défaillance ou de manquement de la Société de gestion ou de l'un de ses prestataires de services délégués.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez et du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

– qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- 10 000 EUR sont investis.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Scénarios	Investissement 10 000 EUR	
	1 an	Si vous sortez après Supérieure à 3 ans*
Coûts totaux	€242	€337
Incidence des coûts annuels**	2,4%	1,1%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 2,74% avant déduction des coûts et de 1,61% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (2,00% du montant investi / 200 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

Les montants indiqués ne tiennent pas compte des coûts liés au package ou au contrat d'assurance éventuellement associé au fonds.

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 2,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de frais de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	0,33% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	32 EUR
Coûts de transaction	0,10% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents pour le produit. Le montant réel variera en fonction du volume de nos achats et ventes.	10 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions de performance	Il n'y a pas de commission de performance pour ce produit.	0 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : Supérieure à 3 ans est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds.

Ce produit est conçu pour un investissement à court terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 3 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : Les ordres d'achat et/ou de vente (remboursement) de parts reçus et acceptés avant 01:00 PM un jour ouvrable en France sont généralement traités le même jour (sur la base de l'évaluation de ce jour).

Vous pouvez échanger des parts du Compartiment contre des parts d'autres compartiments de CPR Credixx Invest Grade conformément au prospectus de CPR Credixx Invest Grade.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Appeler notre hotline dédiée aux réclamations au +331 53 15 70 00
- Envoyer un courrier à CPR Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à client.servicing@cpr-am.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.cpr-am.com.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les statuts, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au Fonds, y compris les diverses politiques publiées du Fonds, sur notre site Internet www.cpr-am.com. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la Société de gestion.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.cpr-am.com.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.cpr-am.com.

Produit

CPR Credixx Invest Grade - S

FR0010725200 - Devise : EUR

Ce Fonds est agréé en France.

Société de gestion : CPR Asset Management (ci-après: "nous"), membre du groupe de sociétés Amundi, est agréée en France et réglementée par l'Autorité des marchés financiers.

AMF responsable de la supervision de CPR Asset Management en ce qui concerne le présent Document d'informations clés.

Pour plus d'information, veuillez vous référer au site www.cpr-am.com ou appeler le +33 53157000.

Ce document a été publié le 01/01/2023.

Document
d'informations
clés

En quoi consiste ce produit ?

Type : Parts de CPR Credixx Invest Grade, un FCP.

Durée : La durée du Fonds est illimitée. La Société de gestion peut dissoudre le fonds par liquidation ou fusion avec un autre fonds conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Obli. & titres créance int.

Objectifs : En souscrivant dans CPR Credixx Invest Grade, vous investissez dans un portefeuille de produits monétaires et obligataires d'émetteurs privés et publics de la zone OCDE.

L'objectif de gestion consiste à surperformer l'indice Markit - iTraxx Europe Main 2 x Leveraged funded euro. L'indice Itraxx Europe Main 5 ans TR price est représentatif du marché des dérivés de crédit sur émetteurs privés européens de catégorie "Investment Grade" au moment de leur entrée dans l'indice et de maturité 5 ans. Un émetteur "Investment Grade" au sens de l'indice est un émetteur dont le rating est supérieur ou égale à BBB-(notation Standard and Poor's) ou Baa3 (selon Moody's) et dont les perspectives ne sont pas négatives.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion recherche une exposition positive aux marges de crédit d'émetteurs privés européens principalement via des dérivés de crédit multi-émetteurs sur l'indice Itraxx Europe Main de maturité 5 ans. Le FCP pourra également investir en produits monétaires et de taux et/ou effectuer des dépôts auprès d'établissements de crédit, notamment pour gérer ses liquidités.

La société de gestion s'appuie pour l'évaluation du risque et de la catégorie de crédit sur ses équipes et sa propre méthodologie qui intègre, parmi d'autres facteurs, les notations émises par les principales agences de notation. L'essentiel des expositions prises par le portefeuille porteront sur des émetteurs appartenant à la catégorie « Investment Grade » au moment de leur acquisition, c'est-à-dire de notations supérieures ou égales à BBB-[Source S&P/Fitch] ou Baa3 [Source Moody's] ou jugées équivalentes selon les critères de la société de gestion. La dégradation d'un émetteur par une ou plusieurs agences de notation n'entraîne pas de façon systématique la cession des titres concernés, la société de gestion s'appuie sur son évaluation interne pour évaluer l'opportunité de conserver ou non les titres en portefeuille.

La sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts, indicateur qui mesure l'impact de la variation des taux d'intérêt sur la performance, est comprise

entre -1 et +1.

La sensibilité crédit du portefeuille, indicateur qui mesure l'impact de la variation des marges émetteurs sur sa performance, est comprise entre +6 et +12.

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition.

L'OPC est géré activement et vise à obtenir une performance supérieure à celle de son indice de référence. Sa gestion est discrétionnaire : il est majoritairement exposé aux émetteurs de l'indice de référence et peut être exposé à des émetteurs non inclus dans cet indice. La stratégie de gestion intègre un suivi de l'écart du niveau de risque du portefeuille par rapport à celui de l'indice. Un écart modéré par rapport au niveau de risque de cet indice est anticipé.

Les indices Itraxx ont disponibles sur le site : www.ihsmarkit.com

Le FCP est soumis à un risque en matière de durabilité au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure ») tel que défini dans le profil de risque du prospectus.

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement sur la période de détention recommandée et qui sont prêts à assumer un niveau de risque élevé sur leur capital initial.

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur d'actif nette). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de CPR Credixx Invest Grade.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

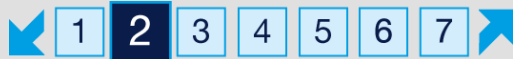
Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur cette Fonds, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : CPR Asset Management - 91-93, boulevard Pasteur - CS 61595 - 75730 Paris Cedex 15.

La valeur d'actif nette de Fonds est disponible sur www.cpr-am.com.

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant Supérieure à 3 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés sont des illustrations basées sur la pire, moyenne et meilleure performance de Fonds au cours des dernières Supérieure à 3 ans. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 3 année(s)		Investissement 10 000 EUR	
Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	3 année(s)
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€6 370	€7 230
	Rendement annuel moyen	-36,3%	-10,2%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€9 210	€9 470
	Rendement annuel moyen	-7,9%	-1,8%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€9 970	€10 410
	Rendement annuel moyen	-0,3%	1,3%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 720	€11 060
	Rendement annuel moyen	7,2%	3,4%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Ce type de scénario s'est produit pour un investissement utilisant un proxy approprié.

Que se passe-t-il si CPR Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Les actifs et passifs du Fonds sont séparés de ceux des autres fonds et de ceux de la Société de gestion, et il n'existe aucune responsabilité croisée entre eux. Le Fonds ne serait pas responsable en cas de défaillance ou de manquement de la Société de gestion ou de l'un de ses prestataires de services délégués.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez et du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

– qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- 10 000 EUR sont investis.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Scénarios	Investissement 10 000 EUR	
	1 an	Si vous sortez après Supérieure à 3 ans*
Coûts totaux	€267	€415
Incidence des coûts annuels**	2,7%	1,4%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 2,73% avant déduction des coûts et de 1,35% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (2,00% du montant investi / 200 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

Les montants indiqués ne tiennent pas compte des coûts liés au package ou au contrat d'assurance éventuellement associé au fonds.

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 2,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de frais de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	0,58% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	57 EUR
Coûts de transaction	0,10% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents pour le produit. Le montant réel variera en fonction du volume de nos achats et ventes.	10 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions de performance	Il n'y a pas de commission de performance pour ce produit.	0 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : Supérieure à 3 ans est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds.

Ce produit est conçu pour un investissement à court terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 3 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : Les ordres d'achat et/ou de vente (remboursement) de parts reçus et acceptés avant 01:00 PM un jour ouvrable en France sont généralement traités le même jour (sur la base de l'évaluation de ce jour).

Vous pouvez échanger des parts du Compartiment contre des parts d'autres compartiments de CPR Credixx Invest Grade conformément au prospectus de CPR Credixx Invest Grade.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Appeler notre hotline dédiée aux réclamations au +331 53 15 70 00
- Envoyer un courrier à CPR Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à client.servicing@cpr-am.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.cpr-am.com.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les statuts, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au Fonds, y compris les diverses politiques publiées du Fonds, sur notre site Internet www.cpr-am.com. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la Société de gestion.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.cpr-am.com.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.cpr-am.com.

Compte rendu d'activité

Juillet 2022

L'incertitude sur les marchés persiste alors que le risque de stagflation augmente. L'inflation reste très élevée, largement au-dessus des objectifs des banques centrales en raison de l'augmentation des prix des produits de base, des goulots d'étranglement au niveau de l'offre et des pressions salariales, tandis que les indicateurs avancés de l'activité fléchissent. Les banques centrales poursuivent leurs cycles de hausse des taux pour juguler l'inflation. Les prix à la consommation (IPC) ont augmenté plus qu'attendu en juillet. L'inflation en zone euro est passée de 8,6% en juin à 8,9% en juillet, l'inflation sous-jacente grimpe de 3,7% à 4%. Le PIB de la zone euro au deuxième trimestre a connu un rebond inattendu à 0,7% (0,5% au premier trimestre), bénéficiant probablement de l'effet de réouverture entraînant une hausse de la consommation et des exportations tirées par les services et le tourisme. Parmi les grandes économies, l'Allemagne a été le pays le moins performant, avec une croissance nulle au deuxième trimestre. La France a renoué avec la croissance avec une activité de 0,5%, après une contraction de 0,2% au premier trimestre. Le PIB de l'Italie a augmenté de 1%, celui de l'Espagne de 1,1%, la demande intérieure étant le principal moteur de sa croissance. Enfin, l'économie aux États-Unis s'est de nouveau contractée au deuxième trimestre de -0,9% en rythme trimestriel annualisé (-1,6% au premier trimestre), configurant ainsi une récession dite technique. En réponse à ce panorama économique, les banques centrales maintiennent leur ton « hawkish » ayant pour objectif principal de réduire le niveau de l'inflation. La BCE a frappé fort en relevant ses taux directeurs de 50 points de base, ramenant ainsi le taux de dépôt de -0,5% à zéro. Elle a également annoncé la création d'un nouvel outil anti-fragmentation. L'IPT (instrument de protection de la transmission) devrait assurer une transmission équitable de la politique monétaire dans toutes les juridictions de la zone euro. La Fed continue de frapper fort pour freiner l'inflation. Elle a relevé de 75 points de base ses taux directeurs lors du FOMC de juillet, c'est la deuxième hausse consécutive de cette ampleur, portant la fourchette cible à 2,25-2,5%, un niveau proche du taux neutre selon les membres de la Fed. La Fed reste focalisée sur la lutte contre l'inflation et est déterminée à continuer de relever les taux pour ralentir la demande. La Fed est davantage préoccupée par le désancrage des anticipations d'inflation que par les risques de baisse pesant sur la croissance. En effet, les pressions sur les prix se propagent dans de plus en plus de secteurs et le marché du travail américain reste solide. Dans ce contexte, le taux 10 ans US termine le mois à 2,65% (en baisse de 23bps sur le mois), tandis que le 10 ans allemand s'établit à 0,82%, soit -41bps par rapport à juin. Le spread BTP/Bund atteint 216bps, en hausse de +30bps. Il s'était écarté plus fortement (230bps) lors de la démission du Premier ministre Draghi, entraînant un vote de confiance clivant et serré où les partis centre-droits s'étaient abstenus de voter, mettant ainsi les projecteurs sur la crise du gouvernement italien. Les spreads à 10 ans de l'Espagne et du Portugal restent globalement inchangés, à +5bps et -3bps respectivement.

Août 2022

Les marchés ont subi l'un des pires mois d'août, alors que les indicateurs avancés publiés sont en baisse et se rapprochent des niveaux de récession, l'inflation reste extrêmement élevée et les banques centrales sont confrontées au dilemme entre la lutte contre l'inflation et la préservation de la croissance. L'indice PMI manufacturier de la zone euro a surpris à la baisse, atteignant 49,6, confirmant la décélération de l'activité commerciale. L'Allemagne souffre particulièrement, alors que les économies reposant davantage sur les services ou le tourisme, comme la France, l'Espagne ou l'Italie, ont mieux résisté, comme le montrent les chiffres du PIB du deuxième trimestre (+1% par rapport au trimestre précédent en Italie ou en Espagne). En revanche, les indicateurs de l'IPC dans la zone euro ont atteint un niveau record de 9,1% en août, le plus haut niveau depuis la création de l'euro, plus élevé que prévu par les enquêtes et en hausse par rapport aux 8,9% de juillet. L'inflation de base a atteint 4,3%, contre 4% en juillet, ce qui indique des pressions généralisées. L'inflation en Allemagne a atteint son plus haut niveau en 40 ans, à 8,8%, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Les prix du gaz et de l'électricité poursuivent leur tendance à la hausse en Europe, atteignant des niveaux record dans la perspective de coupures de l'approvisionnement en gaz en provenance de Russie. La Commission européenne a annoncé un plan d'urgence visant à modérer les prix de l'électricité en la séparant du coût du gaz. En réponse à ces publications économiques, les banques centrales maintiennent leur position « hawkish » avec pour principal objectif de ralentir l'inflation. Jay Powell a réitéré l'engagement de la Fed à lutter contre l'inflation, mais a également reconnu que le relèvement des taux et la réduction du bilan de la banque centrale entraîneront une certaine "difficulté". Les marchés ont fortement réagi à la nouvelle position belliciste du président de la Fed, comprenant le sérieux de l'engagement de la Fed à ramener l'inflation à 2%. Le dollar américain marque le troisième mois de gains par

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

rapport à ses homologues, résultat de la position dominante de la Fed sur le resserrement agressif de la politique monétaire. La BCE semble vouloir accélérer le rythme des hausses de taux d'intérêt face à la hausse de l'inflation, bien qu'elle soit confrontée à la fragmentation économique de la zone euro. Les commentaires récents des membres du conseil des gouverneurs indiquent qu'une augmentation de 50bp est accordée le 8 septembre et que 75bp devient de plus en plus probable. À l'instar de la FED, la BCE préfère agir plus tôt et avec force pour éviter un cycle de hausse des taux plus dommageable pour la croissance et plus durable. Néanmoins, les gouverneurs de la BCE ont opté pour une approche "réunion par réunion", laissant une marge de manœuvre pour adapter la politique monétaire à un environnement très incertain. Dans ce contexte de chiffres d'inflation record, le 10 ans américain a terminé le mois à 3,2% (en hausse de 62bps sur le mois), tandis que le Bund a terminé le mois à proximité de 1,53%, soit +76bps par rapport à juillet. L'écart BTP/Bund a terminé le mois à 233bps, en hausse de +24bps, dans un scénario d'incertitudes économiques et politiques dues à sa forte exposition aux prix du gaz et aux élections à venir en septembre. Les spreads espagnols et portugais à 10 ans se sont élargis de +11bps et +8bps, respectivement.

Septembre 2022

Les marchés sont restés volatils face aux tensions géopolitiques, à l'inflation persistante et au ralentissement de la croissance. Les banques centrales sont restées concernées par le risque de "désancrage" des anticipations d'inflation plutôt que par les risques baissiers pesant sur la croissance. Le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé à l'unanimité de relever les taux directeurs de 75 points de base, en raison des préoccupations liées au risque de désancrage de l'inflation. Compte tenu du niveau très élevé de l'inflation, la BCE est déterminée à "concentrer" les hausses de taux et à "normaliser" rapidement les taux directeurs et devrait maintenir une position « hawkish » dans les mois à venir. Lors de l'événement du Conseil atlantique à Francfort, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a répété que même si la croissance ralentit considérablement, les taux d'intérêt devront augmenter : "Nous ferons ce que nous devons faire, c'est-à-dire continuer à relever les taux d'intérêt au cours des prochaines réunions". La forte inflation est due à la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, à la forte demande dans le secteur des services, et aux goulets d'étranglement de l'offre. L'inflation pourrait encore augmenter à court terme, car les pressions sur les prix ont continué à se renforcer et à se généraliser dans l'ensemble de l'économie. Si la dynamique des salaires reste globalement contenue, la résilience des marchés du travail et un certain rattrapage pour compenser la hausse de l'inflation sont susceptibles de soutenir la croissance des salaires. La crise énergétique s'est aggravée dans la zone euro, intensifiant les risques à la hausse pour les perspectives d'inflation. Les indicateurs de l'IPC dans la zone euro ont atteint un niveau record de 10% en septembre, atteignant un nouveau sommet pour le onzième mois consécutif, plus élevé que prévu par les enquêtes (9,7%) et en hausse par rapport à 9,1% en août. L'inflation de base a atteint 4,8%, contre 4,3% en août. Les projections de croissance économique ont été revues nettement à la baisse pour le reste de l'année et tout au long de 2023. La BCE s'attend maintenant à ce que l'économie augmente de 3,1% en 2022, de 0,9% en 2023 et de 1,9% en 2024. Le ralentissement substantiel attendu pour le reste de l'année est dû à : 1) l'inflation qui freine les dépenses et la production ; 2) le fort rebond des services va s'essouffler ; 3) un affaiblissement de la demande mondiale dû au resserrement de la politique monétaire à l'échelle mondiale ; et, 4) une forte incertitude et une chute brutale de la confiance. Comme prévu, le FOMC a procédé à une troisième hausse consécutive de 75 points de base, portant le taux des fonds fédéraux à 3,25%. La hausse supplémentaire est intervenue par le biais du "dot plot" : le Summary of Economic Projections a montré une augmentation étonnamment forte des projections du taux des fonds fédéraux. En effet, le FOMC s'est engagé à relever le taux de manière agressive face aux pressions inflationnistes d'une économie qui est soutenue par un marché du travail très résistant et robuste. Malgré le ralentissement de la croissance, le marché du travail est resté extrêmement tendu, avec un taux de chômage proche de son plus bas niveau en 50 ans, des offres d'emploi proches de leurs plus hauts niveaux historiques et une croissance élevée des salaires. La Fed veut maintenant pousser les taux directeurs au-dessus de 4,5% en 2023. Dans ce contexte de chiffres d'inflation record, le 10 ans américain a terminé le mois à 3,8% (en hausse de 56bps sur le mois), tandis que le Bund a terminé le mois à près de 2,10%, soit +55bps par rapport à août. L'écart BTP/Bund a terminé le mois à 239bps, stable à l'approche des élections générales, qui n'ont pas offert de surprises majeures. Les spreads espagnols et portugais à 10 ans se sont légèrement resserrés, de 2,5 et 2,2 points de base respectivement.

Octobre 2022

Les banques centrales restent préoccupées par le risque de désancrage des anticipations d'inflation, mais aussi par les risques de baisse de la croissance. La BCE a augmenté ses taux directeurs de 75 points de

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

base, comme prévu par le marché, et a réitéré son engagement ferme à lutter contre l'inflation. L'inflation reste "beaucoup trop élevée" et "restera au-dessus de l'objectif pendant une période prolongée". Toutefois, la BCE semble beaucoup plus préoccupée par l'évolution de la croissance et s'attend à un nouvel affaiblissement de l'activité économique pour le reste de l'année et le début de l'année prochaine. La nouvelle communication laisse entrevoir une hausse des taux moins agressive. La BCE poursuivra son approche "réunion par réunion", mais en tenant compte de la croissance. Enfin, la BCE a recalibré la troisième série d'opérations ciblées de refinancement à plus long terme (TLTRO III) pour assurer la cohérence avec le processus plus large de normalisation de la politique monétaire. Les indicateurs de l'IPC dans la zone euro ont atteint un niveau record de 10,7% en octobre, soit un nouveau sommet pour le douzième mois consécutif, supérieur aux prévisions des enquêtes (10,3%) et à 9,9% en septembre. L'inflation de base a augmenté à 5%, contre 4,8% le mois précédent. Les chiffres préliminaires du PIB de la zone euro en glissement trimestriel sont conformes aux attentes, avec une croissance de +0,2%, mais inférieure à celle du trimestre précédent (+0,8%). Parmi les grandes économies, l'Allemagne a enregistré des résultats meilleurs que prévu, avec une croissance de +0,3%. Les PIB de la France et de l'Espagne ont fortement ralenti, avec une croissance de +0,2% pour les deux pays, contre +0,5% et +1,5% au trimestre précédent, respectivement. L'économie italienne a connu une croissance de +0,5%, une baisse significative par rapport à la période précédente de 1,1%. Lors de la prochaine réunion qui se tiendra la première semaine de novembre, le FOMC devrait relever les taux de 75 points de base pour la quatrième fois consécutive, pour les porter dans une fourchette de 3,75% à 4%, le niveau le plus élevé depuis 2008. Toutefois, l'attention reste focalisée sur la FED et les signes indiquant le ralentissement de ses hausses de taux, dans un contexte où l'économie est plus résistante que prévu et où la demande de travailleurs américains reste forte, avec 437 000 emplois créés en septembre. L'économie américaine rebondit au troisième trimestre, avec un PIB annualisé de +2,6% en glissement trimestriel, après six mois de contraction. La surprise à la hausse est due à une augmentation supérieure aux prévisions des exportations nettes, des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Toutefois, le PIB montre une décélération de la demande de consommation intérieure, signe que l'économie perd de sa vigueur. Dans ce contexte, le 10 ans américain a terminé le mois à 4,04% (en hausse de 22 pb sur le mois), tandis que le Bund a terminé le mois à près de 2,13%, soit +3 pb par rapport à septembre. Le spread BTP/Bund a terminé le mois à 214bps, en baisse de 25pbs. Les spreads espagnols et portugais à 10 ans se sont resserrés de 9bps et 8bps, respectivement.

Novembre 2022

En novembre, même si c'est sur des niveaux encore très élevés, la dynamique d'inflation commence à s'atténuer dans les principales économies avec des surprises à la baisse aux États-Unis et dans la zone euro selon les dernières données. Sur le volet des politiques monétaires, les commentaires récents des membres du conseil des gouverneurs ont indiqué des divergences quant à l'ampleur de la prochaine hausse des taux d'intérêt qui aura lieu en décembre - certains privilégiant 50 points de base et d'autres 75 points de base pour maîtriser l'inflation. Christine Lagarde a déclaré que la BCE n'avait pas fini de relever les taux d'intérêt et qu'il fallait ramener l'inflation à son objectif à moyen terme. Aux US, le président de la Fed a envoyé des signaux concernant la modération du rythme des hausses de taux à partir de la prochaine réunion de politique générale en décembre. Il a également laissé entendre que, malgré les chiffres de l'inflation d'octobre, le marché du travail devrait s'assouplir sensiblement. Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le taux 10 ans américain a terminé le mois à 3,60% (en baisse de 44 pb sur le mois), tandis que le Bund a terminé le mois à proximité de 1,92%, soit -22 pbs sur le mois. Le spread BTP/Bund a terminé le mois à 193bps, soit une baisse de 21pbs. Les spreads espagnols et portugais à 10 ans se sont resserrés de 6,7bps et 4,3bps, respectivement. La bonne performance globale des actifs risqués étant attribuable à un changement de sentiment à l'égard des banques centrales, celles-ci semblant disposées à réduire progressivement le rythme des hausses de taux. Sur le front de l'évolution des prix, les indicateurs de l'IPC dans la zone euro sont tombés à 10% en novembre, avec une baisse significative de la contribution de l'énergie, inférieure aux attentes des enquêtes (10,4%) et en baisse par rapport aux 10,7% d'octobre. Pour la première fois en 18 mois, le ralentissement de l'inflation est dû à une légère diminution des chiffres de l'IPC de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Irlande, du Portugal et de la Grèce, ainsi qu'à une baisse de celui des Pays-Bas (de 16,8% à 11,2% en raison d'un changement dans l'intégration de la facture de gaz des ménages), même si l'inflation reste à deux chiffres. L'inflation de base est restée stable à 5% en novembre. L'inflation annuelle américaine progresse de 7.7% en octobre après 8.2% en septembre, et l'indice sous-jacent décélère de 6.6% en septembre à 6.3% en octobre en glissement annuel. L'anticipation d'inflation en zone euro à 10 ans sur le bund€i 10 ans est en baisse de 2.36% à 2.29% fin novembre. Ainsi, le taux réels 10 ans Bund est en repli

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

de 15 bps sur le mois de -0.22% à -0.37%. Aux Etats-Unis, l'anticipation d'inflation à 10 ans sur le TIPS 10 ans baisse de 2.51% à 2.37% fin novembre. Le baril de pétrole WTI a reculé de 86.5\$ fin octobre à 79.7\$ fin novembre. Le swap inflation France échéance 2060 progresse sur le mois à 3.23% fin octobre à 3.28% fin novembre. Enfin, le dollar s'est déprécié sur le mois, de 0.99 contre euro à 1.04. L'or est en hausse sur le mois de 1655\$ à 1760\$.

Décembre 2022

L'incertitude persiste sur les marchés. Le spectre d'une récession et l'attitude *hawkish* des banques centrales dont la priorité est de lutter contre l'inflation, restent les principales préoccupations. La BCE a relevé ses taux directeurs de 50 points de base, comme prévu, portant le taux de dépôt à désormais 2,0%. Mais elle a délivré un discours *hawkish* inattendu, plus ferme qu'en octobre, soulignant que "les taux d'intérêt devront encore augmenter de manière significative à un rythme régulier". Lors de la conférence de presse, la Présidente C. Lagarde, bien que réitérant une approche toujours dépendante des données, a confirmé une sorte de préengagement quant à la future trajectoire des taux (une hausse à un rythme régulier de 50 points de base actuellement) afin d'atteindre le resserrement significatif nécessaire. La BCE a relevé ses prévisions d'inflation de base pour l'année prochaine de 0,8 pp à 4,2% et prévoit qu'elle sera encore supérieure à l'objectif en 2025. Les pressions sur les prix restent fortes dans tous les secteurs, les coûts de l'énergie étant transférés à l'ensemble de l'économie et l'euro se dépréciant. La croissance des salaires se renforce, soutenue par un marché du travail robuste et un certain rattrapage pour compenser l'inflation chez les travailleurs. En ce qui concerne la croissance, la BCE prévoit une légère récession, de courte durée au cours du quatrième trimestre 2022 et du premier trimestre 2023, suivie d'une reprise, stimulée par la réduction des goulets d'étranglement de l'offre, la réouverture de la Chine, la vigueur du marché du travail et les effets de base sur l'énergie. La Réserve fédérale (Fed) a augmenté ses taux directeurs de 50 points de base, portant le taux Fed Funds à 4,25-4,50%, ce qui représente une modération après quatre hausses consécutives de 75 points de base. La réduction de la taille du bilan de la Fed devrait se poursuivre, et se situer autour de 1 milliard de dollars en 2023. La Fed a revu ses prévisions de croissance en forte baisse, de 1,2% à 0,5% en 2023, et en légère baisse, de 1,7% à 1,6% en 2024. Dans le même temps, la Fed a revu à la hausse ses prévisions de taux de chômage de 4,4% à 4,6% en 2023, de 4,4% à 4,6% en 2024 et de 4,3% à 4,5% en 2025. Les projections de la Fed concernant l'indice des prix à la consommation ont été révisées à la hausse, passant de 3,1% à 3,5% en 2023, de 2,3% à 2,5% en 2024, tandis que les prévisions pour 2025 restent inchangées à 2,1%. L'inflation aux États-Unis a poursuivi sa baisse, avec une hausse annuelle de 7,1% en novembre (6,0% pour l'inflation sous-jacente), après 7,7% en octobre et un pic à 9,1% en juin. Dans ce contexte, le 10 ans américain a terminé le mois à 3,87% (en hausse de 27 pb sur le mois), tandis que le Bund a terminé le mois à proximité de 2,55%, soit +63 pb par rapport à novembre. Le spread BTP/Bund a terminé le mois à 211bps, soit une hausse de 18pbs. Les spreads espagnols et portugais à 10 ans se sont écartés de 6bps et 5bps, respectivement.

Janvier 2023

Le premier mois de 2023 s'est terminé sur une note stable. Bien que l'inflation reste élevée, certains signes indiquent qu'elle atteint un pic aux États-Unis et en partie en Europe. L'inflation dans la zone euro a ralenti plus que les attentes du marché (8,5% contre 8,9%) en janvier pour atteindre son niveau le plus bas depuis 8 mois, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, tandis que l'inflation de base, qui exclut les prix de l'énergie et de l'alimentation, a atteint un niveau record de 5,2%. En ce qui concerne la croissance, la zone euro a évité la récession au dernier trimestre de l'année en enregistrant une hausse de 0,1%. La France, l'Espagne et le Portugal ont enregistré une expansion, tandis que les économies de l'Allemagne et de l'Italie se sont contractées. Le ralentissement de l'activité économique n'est pas aussi profond qu'on le craignait, grâce notamment aux politiques fiscales et à la météo clémente, qui ont contribué à réduire la consommation de gaz naturel. La réunion de la BCE aura lieu la première semaine de février et les marchés s'attendent à une hausse des taux de 50 points de base. En décembre, la BCE a publié sa déclaration la plus « hawkish ». Il est désormais prévu que le taux terminal soit supérieur à 3%. Lors de sa conférence de presse de décembre, Christine Lagarde a souligné que des mesures budgétaires non ciblées sont susceptibles d'exacerber les pressions inflationnistes. La BCE s'attend désormais à ce que l'indice de référence soit de 2,4% en 2025, ce qui reste bien supérieur à l'objectif. Le QT sera probablement limité aux titres du PPA et débutera à la mi-2023. L'économie américaine montre des signes de décélération, la politique monétaire restrictive commençant à peser sur l'activité et entraînant progressivement la croissance en dessous de son potentiel. L'économie américaine a progressé de 2,9% en glissement trimestriel au dernier trimestre de l'année, contre 3,2% au troisième trimestre. La confirmation d'une inflation plus faible relâche la pression sur la Fed. Les

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

derniers commentaires des membres du FOMC sont cohérents avec une hausse des taux de 25 points de base lors de la réunion de février. Cependant, la Fed reste préoccupée par les tensions sur le marché du travail et l'inflation de base des services. La Fed devrait poursuivre son programme de QT sous sa forme actuelle, avec des plafonds mensuels de 60 milliards de dollars et 35 milliards de dollars pour les liquidations de titres du Trésor et de titres adossés à des créances hypothécaires ; le bilan de la Fed devrait diminuer d'environ 1 milliard de dollars en 2023. Dans ce contexte, le 10 ans américain a terminé le mois à 3,5% (en baisse de 37bps sur le mois), tandis que le Bund a terminé le mois à près de 2,28%, soit une baisse de 29bps par rapport à décembre. Le spread italien par rapport à l'Allemagne a terminé le mois à 185bps, en baisse de 26bps. Les spreads espagnols et portugais à 10 ans se sont resserrés de 8bps et 9bps, respectivement.

Février 2023

Février a été rythmé par les annonces des banques centrales. En début de mois, la FED a décidé de relever ses taux d'intérêt de 25 points de base. Même si ce rythme de hausse va en ralentissant, la FED met en garde avec possiblement de futures hausses de taux plus élevées si l'inflation persiste. La BCE de son côté a remonté ses taux de 50 pb, plaçant le taux de dépôt à 2.5% ; elle envisage de les augmenter à nouveau de 50 pb en mars. L'objectif sous-jacent est d'atteindre un niveau d'inflation de 2% qui selon les estimations ne devrait pas arriver avant 2024. La BCE a également annoncé que le programme d'achats d'actifs diminuera de 15 milliards d'euros par mois entre début mars et fin juin 2023 et elle prévoit d'orienter progressivement ses achats au sein de son portefeuille de corporates vers des émetteurs ayant les meilleures performances sur l'impact climatique. Bien que sa détention soit relativement faible, cette annonce de la BCE est symbolique car c'est la première fois qu'elle prend explicitement en considération le changement climatique dans le cadre de ces achats d'actifs. Février a aussi été marqué par la publication des chiffres d'inflation. Aux États-Unis, l'inflation sur janvier a reculé par rapport à décembre et ressort à +6.4% (+6.5% en décembre) mais ressort supérieure aux prévisions des économistes (+6.2%). L'inflation ne semble donc pas ralentir comme prévu, laissant présager une réaction plus ferme de la part de la banque centrale américaine. En Zone Euro, le taux d'inflation a quant à lui reculé, pour la troisième fois consécutive, avec 8,5% en janvier contre 9,2% en décembre. Enfin, en France, l'inflation publiée pour février augmente de +0,9% en rythme mensuel et de +6.2% sur un an (+6% en janvier). Elle est portée principalement par la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie (+14% sur un an) avec la fin du bouclier tarifaire. On observe en France une augmentation des prix à la consommation de +7,2% en février sur un an. Cette hausse fait craindre aux marchés une réaction plus ferme de la part de la BCE alors que les anticipations de son taux terminal sont maintenant à 4%. Au niveau de la croissance et de l'activité économique, les indicateurs PMI nous font penser que la récession recule. En effet, ils se redressent en Zone Euro avec un niveau à 52.3 et aux États-Unis à 50.2 alors qu'il était attendu en retrait. Cette croissance est notamment soutenue par le secteur des services qui a atteint en février en zone euro un niveau de 53 (50.8 en janvier) et de 50.5 aux États-Unis. Enfin, février marque également le premier anniversaire d'une période de crise géopolitique majeure, celui du début de la guerre en Ukraine. Le 24 février 2022, les forces armées russes franchissaient la frontière ukrainienne. Cette guerre, en plus du terrible bilan humain, a eu un impact considérable sur les marchés et sur l'économie russe. On pourra noter que l'UE n'a finalement pas connu la récession attendue en 2022 alors que la Russie a vu son PIB diminuer de 4% notamment en raison des sanctions européennes, britanniques et américaines. Dans ce contexte, les taux ont augmenté de manière générale. Le taux 10 ans américain a terminé le mois à 3.97% (+13pbs par rapport à fin janvier) tandis que le 10 ans français ressort à 3,12% (+15pbs) et le Bund allemand à 2.67% (+17pbs).

Mars 2023

Le mois de mars a bousculé les marchés financiers et notamment le secteur bancaire. Aux États-Unis dès le début du mois, Silicon Valley Bank (SVB), 16e banque américaine, a fait faillite alors qu'elle était devenue une des banques privilégiées par les entreprises de la Tech. Un mouvement de défiance s'est ensuite propagé à l'ensemble du secteur bancaire. En Europe, c'est Crédit Suisse, déjà fragile, qui a matérialisé cette crise de confiance. L'action de la banque a chuté de plus de 30% à la mi-mars et fait naître des craintes systémiques suffisamment fortes pour qu'une opération de secours soit mise en place. UBS a ainsi racheté Crédit Suisse pour 3 milliards de CHF et la Confédération Helvétique lui a accordé une garantie de 9 milliards de CHF afin de rétablir en particulier la confiance des investisseurs. L'ampleur de cet événement s'est cristallisé autour de la valorisation des obligations Tier 1 (16 mds de CHF) que Credit Suisse ramène à zéro plaçant ainsi les porteurs derrière les actionnaires. Cette annonce a montré aux investisseurs que les Contingent Convertibles (« CoCos ») ne sont pas sans risque et peuvent engendrer un profond mouvement de « flight to

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

quality ». Dans ce contexte incertain, l'indice sur les CoCos affiche -12% en mars et -9% sur le premier trimestre contre +2.7% le trimestre dernier. Ces annonces ont eu un effet domino sur les actions des valeurs bancaires européennes avec une chute des cours en mars pour Société Générale (-20.9%), Deutsche Bank (-17.5%) ou encore BNP Paribas (-12.2%). Le mois a aussi été rythmé par les publications des chiffres d'inflation et les annonces des banques centrales. Le 14 mars, l'inflation américaine ressort à +6% sur un an contre +6.4% précédemment et à +0.4% sur un mois (+0.5% le mois dernier). Ce léger ralentissement ne permet pas de confirmer une baisse marquée et prolongée de l'inflation et la FED a décidé d'augmenter ses taux fin mars de +25 points de base (pb), portant les taux directeurs dans une fourchette cible à 4,75%-5,00%. Alors qu'une nouvelle hausse de +50pb était attendue, la crise du secteur bancaire est venue rebattre les cartes et Jerome Powell a dû prendre une décision plus accommodante pour endiguer la crise de confiance qui pourrait déstabiliser d'autres acteurs. Par ailleurs, ce FOMC marque un tournant sur les futures hausses de taux. Une seule hausse de taux supplémentaire est attendue de la Fed d'ici la fin de l'année bien que la lutte contre l'inflation ne soit pas complètement terminée. En zone Euro, la BCE a décidé de relever ses taux d'intérêt de +50pb plaçant le taux de dépôt à 3%. Les événements récents sur le secteur financier n'ont pas impacté sa décision mais la BCE rassure en montrant qu'elle pourra soutenir le système financier de la zone Euro si cela était nécessaire. D'autres hausses de taux sont attendues durant les prochaines échéances mais de manière plus progressive avec un taux terminal toujours à 3.5%. L'objectif reste le même et en ligne avec ce que la BCE annonce depuis plusieurs mois, atteindre un niveau d'inflation de 2%. Dans ce contexte, le taux à 10 ans américain a terminé le mois de mars à 3.46% (-46pb par rapport au mois dernier) tandis que le 10 ans français ressort à 2,78% (-33pb) et le Bund allemand à 2.29% (-35pb).

Avril 2023

Le mois d'avril a d'abord été marqué par les annonces du FMI pour l'année 2023. Celles-ci indiquent que la guerre en Ukraine, l'inflation et plus récemment les inquiétudes sur le secteur bancaire ne permettent pas à l'économie mondiale d'afficher des perspectives de croissance optimistes. À la mi-avril, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2023 à +2.8% contre +3.4% l'année précédente. Les prévisions pour la Zone Euro sont maintenant à +0.8% contre +3.5% en 2022 et +1.6% pour les États-Unis contre +2.1%. Les perspectives sont encore plus pessimistes pour la Grande Bretagne et l'Allemagne qui devraient traverser une période de récession. Le FMI prévoit ainsi pour la Grande Bretagne une baisse de -0.3% contre +4% en 2022 et pour l'Allemagne -0.1% contre +1.8%. Ces révisions à la baisse sont principalement liées à l'inflation qui reste encore trop élevée par rapport à l'objectif des banques centrales (2%). Bien que la hausse des prix annuelle de la Zone Euro soit en baisse à 6.9% contre 8.5%, principalement portée par la baisse du prix de l'énergie (-0.9% sur un an et -2.2% sur le mois), ce ralentissement ne permet pas de confirmer un retour rapide vers la cible d'inflation. L'inflation sous-jacente étant persistante (+5.7% contre +5.6% sur un an), la BCE envisagerait pour son prochain meeting du 4 mai, une nouvelle hausse de taux de 25pb, malgré le niveau déjà atteint, portant ainsi le taux de dépôt à 3.25%. L'inflation américaine qui a atteint 5% (son niveau le plus bas depuis 2 ans) reste portée par les services qui ont pris le relais sur les biens de consommation. L'inflation sous-jacente ne ralentit pas suffisamment sur le mois avec 0.4% contre 0.5% le mois précédent soit une variation annuelle passant de 5.5% à 5.6%. En conséquence, lors de son prochain meeting début mai, la FED devrait augmenter ses taux de 25pb pour la dernière fois et ceci devrait apaiser les tensions actuelles du secteur bancaire. En effet, après la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) et Signature en mars, une nouvelle banque américaine a fait faillite fin avril, la First Republic Bank. Déjà fragilisée en mars par ce contexte et après avoir récemment déclaré des retraits de plus de 100 milliards de dollars de dépôts, l'action de First Republic Bank s'est effondrée passant de 122.5 USD début mars à 14 USD mi-avril... Pour enfin être quasi nulle aujourd'hui. C'est JP Morgan, sollicité par le gouvernement, qui a repris la banque américaine ce qui devrait rassurer le secteur bancaire. On peut néanmoins constater que les hausses de taux ont eu raison de plusieurs banques aux États-Unis mais aussi en Europe avec Crédit Suisse et a engendré un mouvement général et indifférencié de défiance sur le secteur. La fin prochaine du cycle de hausse des taux aux États-Unis devrait soulager le secteur bancaire. Autre fait marquant qui clôture le mois d'avril, la dégradation de la note de la France de AA à AA- par l'agence de notation Fitch Ratings. Cette baisse est motivée par le déficit budgétaire français mais aussi par les tensions sociales liées à la réforme des retraites. Dans ce contexte, le marché est resté néanmoins relativement stable, le taux à 10 ans français termine le mois d'avril à 2,88% (+9 pb par rapport au mois précédent), le Bund allemand à 2.31% (+2pb), les taux italien et espagnol à respectivement 4.18% (+8pb) et 3.36% (+6pb). Enfin, le taux 10 ans américain ressort à 3.42% (-5 pb).

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Mai 2023

Le mois de mai a été rythmé par les annonces des banques centrales. En début de période, la FED a décidé de relever ses taux d'intérêt de 25 points de base (pb) plaçant les taux directeurs dans une fourchette de 5,00% à 5,25%. La banque centrale américaine semblait pourtant vouloir faire une pause dans les hausses de taux, apaisant ainsi les tensions actuelles du secteur bancaire. Mais l'inflation ne ralentissant pas suffisamment, J. Powell pourrait envisager une dernière hausse de taux lors du prochain FOMC en juin. La même orientation a été donnée par la BCE avec une hausse de 25pb portant le taux de dépôt à 3,25%. Le marché envisage deux hausses supplémentaires de 25pb d'ici la fin de l'été car le niveau d'inflation reste encore trop élevé en Zone Euro. Christine Lagarde ne semble pas vouloir faire une pause et estime devoir conserver les taux à un niveau suffisamment restrictif pour ramener l'inflation à 2%. Le mois a aussi été marqué par les publications attendues des chiffres de l'inflation aux États-Unis. À la mi-mai, l'inflation américaine est en légère baisse avec 4.9% (taux annuel) contre 5% le mois dernier ; les hausses de taux de la FED semblent commencer à faire leur effet. Cependant, la prudence reste de mise avec une inflation qui a augmenté de 0,4% en rythme mensuel – en ligne avec les prévisions – contre 0.1% le mois dernier. L'inflation a également eu raison de la première économie européenne, l'Allemagne, qui voit son PIB chuter de 0.3% sur le premier trimestre 2023 et de 0.5% fin 2022. L'inflation (7%) et les hausses de taux d'intérêt ont comprimé la demande et ouvrent ainsi une période de récession pour l'Allemagne, une première depuis la crise sanitaire du Covid. Autre fait marquant qui clôture le mois de mai, le plafond de la dette publique américaine. Celui-ci a été touché en janvier 2023 alors que la dette atteignait 31 400 milliards de dollars. Selon les estimations, l'incapacité effective des États-Unis à faire face à leurs engagements financiers arriverait début juin. Ainsi, les Républicains et les Démocrates ont négocié âprement durant le mois afin de parvenir rapidement à un accord sur le relèvement du plafond de la dette. Sans ce dernier, les États-Unis n'ont plus la possibilité de lever de fonds sur les marchés, doivent hiérarchiser leurs dépenses et rencontrent des difficultés à honorer leurs emprunts. L'agence de notation Fitch Ratings avait d'ailleurs placé la note des États-Unis (AAA) sous surveillance le temps des négociations. Finalement, un accord a été trouvé pour suspendre temporairement le plafond de la dette jusqu'en janvier 2025, ce qui évite un risque de défaut de paiement des États-Unis et une récession marquée pour le pays. Dans ce contexte et en particulier les craintes de défaut de paiement des États-Unis étant écartées, le taux à 10 ans américain finit le mois de mai à 3.68% (+26pb par rapport au mois précédent). Le taux court américain a également augmenté sur la fin du mois pour terminer à 4.45% (+45bp). En Zone Euro, les taux sont restés stables avec le taux à 10 ans français qui ressort fin mai à 2,86% (-2pb), le Bund allemand à 2.29% (-1pb), les taux italien et espagnol à respectivement 4.18% (-2pb) et 3.35% (stable).

Juin 2023

Malgré des développements géopolitiques préoccupants intervenus en juin et liés aux actions du groupe Wagner en Russie, les marchés sont restés plus focalisés sur les interventions des Banques Centrales alors que la situation économique reste contrastée. Aux États-Unis, l'économie commence à ralentir tandis que les dépenses de consommation s'appuient sur la bonne situation du marché du travail et restent solides. Néanmoins, l'ISM manufacturier s'est à nouveau contracté en mai et ressort inférieur au consensus. Cette situation a aussi prévalu en Europe où la zone euro a basculé en récession. Celle-ci affiche deux trimestres consécutifs négatifs en raison des chiffres allemands. Fin juin, la confiance des consommateurs de l'Eurozone a augmenté de 1,3 point par rapport à mai. Même si elle reste assez faible, elle suit une tendance à l'amélioration constante depuis septembre 2022. La trajectoire de l'inflation s'infléchit grâce au reflux des prix de l'énergie. Les Banques Centrales attendent l'inflexion de l'inflation sous-jacente pour lever la garde. L'inflation américaine a augmenté en glissement mensuel de +0.1% en mai (contre +0.4% en avril) et chuté en variation annuelle passant de +4.9% à +4.0%, mais l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) reste sur un rythme de progression mensuelle de 0.4% soit 5.3% annuel. En zone euro, la hausse des prix publiée fin juin ressort à +5.5%. L'inflation sous-jacente reste élevée (5.4%), en particulier dans le secteur des services où les coûts salariaux ont un impact significatif et devrait inciter la BCE à poursuivre la hausse des taux. Dans ce contexte et pour la première fois depuis mars 2022, la Fed a maintenu ses taux inchangés - après dix hausses - dans une fourchette comprise entre 5.00% à 5.25%. Cette décision s'explique en partie par la baisse de l'inflation depuis son pic de l'année dernière ainsi que par les effets des hausses précédentes qui se diffusent encore dans l'économie. Cependant Jerome Powell a prévenu que le resserrement monétaire n'était pas terminé et prévoit encore deux hausses d'ici fin 2023 pour contrer l'inflation sous-jacente (prévision 2023 révisée à +3.9%). Par ailleurs, la Fed a publié ses stress-tests (passés avec succès pour les 23 plus grosses banques américaines) qui témoignent de la solidité de l'économie

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

américaine et confirment que le système bancaire est résilient. D'autre part et même si le programme de liquidité de la Fed (BTFFP) est maintenant proche des 300 milliards de dollars, Janet Yellen a déclaré que le niveau de liquidité dans le système bancaire est solide mais qu'elle anticipe « une certaine consolidation bancaire ». En Europe et comme attendu, la BCE a augmenté ses taux directeurs de 25 points de base (bps) pour la huitième fois consécutive. Christine Lagarde a précisé qu'il n'y avait aucun signe clair indiquant que l'inflation sous-jacente avait atteint un sommet. Les responsables de la BCE ont souligné que la hausse des salaires et hausse des coûts de l'énergie entraînent des effets de second tour, rendant plus difficile la baisse des prix à la consommation à 2%. Les projections de 2023, 2024 et 2025 ont vu des révisions à la hausse notables en raison d'un marché du travail solide, de coûts salariaux unitaires plus élevés et d'une désinflation lente. Christine Lagarde a également prévenu que d'autres hausses seront à prévoir au cours de l'année et la prochaine est "très probablement" prévue dès juillet. Enfin, la BCE a confirmé la fin des réinvestissements dans son programme d'achat d'actifs (portefeuille APP) et n'a pas prévu de nouvelles mesures de financement exceptionnelles pour compenser le remboursement du TLTRO (477 milliards fin juin), ce qui pourrait impacter les banques de petite taille. En Grande-Bretagne, en raison du ralentissement plus lent que prévu de l'inflation britannique, la BoE a surpris les attentes en augmentant pour la treizième fois consécutive les taux directeurs mais de manière plus importante que prévue (+50bps contre +25bps prévus). La BoE a souligné qu'une grande partie de l'impact du resserrement à ce jour ne s'est pas encore fait sentir, laissant ainsi présager de nouvelles hausses. Par ailleurs, la BoE a finalisé la vente planifiée d'obligations d'entreprises qu'elle avait initialement achetées pour stabiliser les marchés après le vote sur le Brexit et l'émergence de la pandémie de Covid-19. Enfin au Japon, la BoJ a maintenu son taux directeur à -0.1% induisant une pression à la vente sur le Yen dont la parité contre le dollar est tombée à 140. Les marchés obligataires ont donc logiquement évolué au gré des annonces et actions des Banques Centrales, des craintes sur la croissance et de la persistance de l'inflation sous-jacente. Le taux à 2 ans américain a fortement varié et a augmenté de 49bps pour terminer à 4.90%. Son équivalent à 10 ans termine à 3.84% (+19bps) et l'inversion de la courbe de taux s'est accentuée. En Europe, les évolutions sont similaires avec un taux à 2 ans allemand augmentant de +48bps (3.19% fin juin) tandis que le taux à 10 ans termine à 2.39% (+11bps). Les spreads périphériques sont restés relativement stables (Espagne) voire se sont resserrés (Italie). Le fonds a utilisé les dérivés de crédit en exposition, de façon à gérer l'exposition globale du portefeuille à la courbe crédit.

Sur la période sous revue, la performance de chacune des parts du portefeuille CPR CREDIXX INVEST GRADE et de son benchmark s'établissent à :

- Part CPR Credixx Invest Grade - P en devise EUR : 9,28% / 8,91% avec une Tracking Error de 0,35%
- Part CPR Credixx Invest Grade - S en devise EUR : 9,00% / 8,91% avec une Tracking Error de 0,35%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
CPR MONETAIRE ESG I	19 669 816,35	25 796 926,51
CPR MONETAIRE ISR Z FCP	15 623 635,25	13 434 369,45
SPAI LETR DEL TESO ZCP 07-07-23	9 935 890,32	2 984 496,54
BELG TREA BILL ZCP 12-01-23	5 993 258,79	6 000 000,00
FREN REP PRES ZCP 18-01-23	5 991 835,26	6 000 000,00
FREN REP PRES ZCP 29-03-23	4 977 324,14	5 000 000,00
FREN REP PRES ZCP 13-04-23	4 974 641,08	5 000 000,00
SPAI LETR DEL TESO ZCP 09-06-23	2 992 887,73	3 000 000,00
BELG TREA BILL ZCP 11-05-23	2 980 573,37	3 000 000,00
ITAL BUON ORDI DEL ZCP 31-07-23	4 978 997,34	

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

• **Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 50 208 465,80**

- o Prêts de titres :
- o Emprunt de titres :
- o Prises en pensions : 50 208 465,80
- o Mises en pensions :

• **Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 163 800 000,00**

- o Change à terme :
- o Future :
- o Options :
- o Swap : 163 800 000,00

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG MADRID	

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	50 088 566,23
. OPCVM	
. Espèces (*)	200 895,00
Total	50 289 461,23
Instruments financiers dérivés	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	3 300 000,00
Total	3 300 000,00

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	1 030 901,76
. Autres revenus	
Total des revenus	1 030 901,76
. Frais opérationnels directs	53 184,37
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	53 184,37

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

a) Titres et matières premières prêtés

Montant				
% de l'Actif Net*				

*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant				50 208 465,80	
% de l'Actif Net				60,63%	

c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

STATNETT SF NORVEGE				9 194 420,24	
MEXIQUE - UNITED MEXICAN STATE MEXIQUE				7 565 120,88	
MC DONALD S CORP ETATS-UNIS				6 312 389,07	
SCHNEIDER ELECTRIC SE FRANCE				4 985 807,86	
IBM - INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORP ETATS-UNIS				4 598 729,86	
DANAHER CORP ETATS-UNIS				3 951 233,70	
ASAHI BREWERIES LTD JAPON				3 677 351,78	
BELGACOM SA BELGIQUE				2 981 738,53	
ELI LILY AND CO ETATS-UNIS				2 831 038,11	
SMITH AND NEPHEW PLC ROYAUME-UNI				1 677 748,42	

d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

BANCO BILBAO VIZCAYA ARG MADRID ESPAGNE				50 208 465,80	
---	--	--	--	---------------	--

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type					
- Actions					
- Obligations				50 088 566,23	
- OPC					
- TCN					
- Cash			200 895,00		
Rating					
Monnaie de la garantie					
Euro			200 895,00	50 088 566,23	

f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an				10 610 324,01	
Plus d'1 an				24 991 553,98	
Ouvertes				14 486 688,24	

h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine				3 780 000,00	
1 semaine à 1 mois				1 518 080,00	
1 à 3 mois				44 910 385,80	
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes					

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)				
Montant utilisé (%)				
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros				

j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

Caceis Bank				
Titres			50 088 566,23	
Cash				

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres				
Cash				

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus				
- OPC			1 030 901,76	
- Gestionnaire				
- Tiers				
Coûts				
- OPC			53 184,37	
- Gestionnaire				
- Tiers				

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

CPR Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

i) Données sur la réutilisation des garanties

« La réglementation applicable aux OPCVM interdit la réutilisation par ce dernier des garanties reçues en titres. Les garanties reçues en espèces sont réinvesties dans les 5 supports suivants :

- o OPCVM monétaires court terme (tels que définis par l'ESMA dans ses orientations sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM)
- o Dépôt
- o Titres d'Etats Long Terme de haute qualité
- o Titres d'Etats Court Terme de haute qualité
- o Prises en pension »

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Le montant maximal de réutilisation est de 0% pour les titres et 100% du montant reçu pour les espèces.
Le montant utilisé est de 0% pour les titres et 100% pour les espèces reçus.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

CPR Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, CPR Asset Management, a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPC, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts de titres. Les revenus provenant des opérations de prêts de titres bénéficient à l'OPC, déduction faite des coûts opérationnels supportés par la société de gestion dans le cadre de la mise en place de ces opérations, lesquels coûts n'excéderont pas 40% des revenus générés par lesdites opérations.

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Néant.

Informations spécifiques

Détention en OPC

La documentation juridique d'OPC prévoit qu'il peut investir jusqu'à 10% maximum de son actif en part d'OPC et/ou fonds d'investissement dans le respect des contraintes de l'OPC.

Droit de vote

Les informations et documents relatifs à la politique de vote et à l'exercice des droits de vote en Assemblée Générale des OPC de CPR Asset Management sont adressés aux actionnaires ou porteurs de parts sur simple demande écrite à l'adresse postale de la société de gestion : CPR Asset Management – 91-93, boulevard Pasteur – CS 61595 – 75730 Paris Cedex 15. Site internet : www.cpr-am.com Télécopie : 01-53-15-70-70.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la société de gestion ou par les entités de son Groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques du bilan : 3. Compléments d'information, 3.9.3. Instruments financiers du Groupe détenus en portefeuille dans les comptes annuels de l'exercice clos.

Calcul du risque global

- Méthode choisie de calcul du ratio du risque global :
 - Méthode VaR relative
 - Le pas de calcul est quotidien, les résultats sont présentés annualisés (racine du temps).
 - L'intervalle de calcul proposé est 95% et le 99%.
 - La profondeur d'historique est de 1 an, 262 scénarios et va du 30/06/2022 au 30/06/2023.
- VAR 95 :
 - Maximum : 1,158
 - Minimum : 0,981
 - Moyenne : 1,035
- VAR 99 :
 - Maximum : 1,214
 - Minimum : 0,973
 - Moyenne : 1,052
- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 198,04%.

Informations réglementaires

Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires

Le comité courtiers et contreparties de CPR AM est l'instance qui valide formellement la liste des intermédiaires, contreparties et brokers de recherche sélectionnés par la société de gestion. Le comité courtiers et contreparties se réunit plusieurs fois par an. Présidé par la Direction Générale de CPR AM, il rassemble le Directeur des Investissements, les Directeurs de Gestion, les représentants de la table de négociation Amundi Intermédiation, le Responsable du Service Juridique, le Responsable du Contrôle des Risques et le Responsable de la Conformité.

Le comité courtiers et contreparties a pour objet :

- d'arrêter la liste des courtiers/intermédiaires financiers ;
- de suivre les volumes (courtages sur les actions et montant net pour les autres produits) affectés à chaque courtier ;
- de se prononcer sur la qualité des prestations des courtiers.

L'appréciation des brokers et contreparties en vue de définir ceux figurant sur la liste autorisée et les volumes maximum admis pour chacun d'entre eux, fait intervenir plusieurs équipes qui se prononcent au regard de différents critères :

- Risque de contrepartie ;
- Qualité de l'exécution des ordres ;
- Evaluation des prestations d'aide à la décision d'investissement.

Rapport relatif à la politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires

Conformément à l'article 314–75-V du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, CPR Asset Management tient à la disposition des porteurs le rapport relatif à sa politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires qui lui fournissent des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres et décrivant la politique arrêtée en la matière. Ce rapport fait l'objet d'un document publié sur le site de CPR Asset Management : www.cpr-am.com.

Compte rendu relatif aux frais d'intermédiation facturés aux OPC de CPR AM

Conformément à l'article 314-82 du règlement générale de l'Autorité des Marchés Financiers, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation précisant les conditions dans lesquelles CPR Asset Management a eu recours pour l'exercice clos à des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres fait l'objet d'un document publié sur le site de CPR Asset Management : www.cpr-am.com.

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de CPR AM est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « *Directive AIFM* »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « *Directive UCITS V* »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 1^{er} février 2022, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2021 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2022.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2022, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'année 2022, les effectifs de CPR AM ont augmenté du fait de l'intégration de collaborateurs issus de la société Lyxor.

Sur l'exercice 2022, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par CPR AM à l'ensemble de son personnel (120 collaborateurs au 31 décembre 2022) s'est élevé à 16 764 528 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par CPR AM sur l'exercice : 10 866 782 euros, soit 65% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par CPR AM sur l'exercice : 5 897 746 euros, soit 35% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 1 819 960 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (6 collaborateurs au 31 décembre 2022). Du fait du nombre réduit de « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (4 collaborateurs au 31 décembre 2022), le montant total des rémunérations (fixes et variables différés et non différés) versées à cette catégorie de personnel n'est pas publié.

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1,3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar
- Collecte nette / demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG :
 - Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero
 - Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement
 - Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe
 - Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG
 - Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG).

2. Fonctions commerciales

Critères quantitatifs :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection,
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net-zero.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

CPR AM applique des règles d'exclusion ciblées qui constituent le socle de sa responsabilité fiduciaire. Elles sont appliquées dans toutes ses stratégies de gestion active et consistent à exclure les entreprises qui ne sont conformes ni à notre politique ESG, ni aux conventions internationales et aux cadres reconnus sur le plan international, ni aux cadres de régulations nationales. Ces exclusions ciblées sont appliquées sous réserve de conformité aux lois et règlements applicables et sauf dispositions contractuelles contraires pour les produits ou services dédiés.

C'est ainsi que CPR AM exclut les activités suivantes :

Tout investissement direct dans les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce, le stockage ou les services pour les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, en conformité avec les conventions d'Ottawa et d'Oslo.

Les entreprises produisant, stockant, commercialisant des armes chimiques, des armes biologiques et des armes à l'uranium appauvri.

Les entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial, sans mesures correctives crédibles.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle de CPR AM. De plus, CPR AM met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles CPR AM a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Politique Charbon

CPR AM exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités en charbon thermique dans l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport) ;
- Les entreprises dont plus de 25% du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique ;
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est de 100 MT ou plus sans intention de réduction ;
- Toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires lié à l'extraction de charbon thermique et à la production d'électricité à partir de charbon thermique est supérieur à 50% de leur chiffre d'affaires total sans analyse ;
- Toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

Application en gestion passive :

• Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon de CPR AM (à l'exception des indices très concentrés).

• Fonds passifs non ESG

Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.

Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé.

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Par conséquent, les fonds indiciels et ETF de CPR AM répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.

Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif de CPR AM mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, CPR AM a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

Politique sur le tabac

Depuis 2018, CPR AM limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'Homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac, estimé à plus de 1 000 milliards de dollars par an dans le monde, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Cette limite a pour but de pénaliser l'investissement dans ce type d'entreprises, ce qui doit être compensé par des investissements dans des entreprises plus vertueuses. La politique de CPR AM s'applique au secteur du tabac dans son entièreté, notamment les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les distributeurs.

En mai 2020, CPR AM est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac. CPR AM applique ainsi les règles suivantes :

Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).

Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par CPR AM sont disponibles sur son site Internet : <https://www.cpr-am.fr/Investissement-Responsable>.

* *Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence.*

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 6

Le fonds ne promeut pas d'investissement durable dans sa stratégie de gestion.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

CPR Credixx Invest Grade

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
CPR Asset Management

91-93, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2023

Aux porteurs de parts du FCP CPR Credixx Invest Grade,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif CPR Credixx Invest Grade constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 juillet 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 06 octobre 2023

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Stéphane Collas
Stéphane COLLAS

Jean Marc LECAT
Jean-Marc LECAT

Comptes annuels

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Bilan Actif au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	88 166 743,12	68 598 177,99
Actions et valeurs assimilées		
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	12 702 452,70	
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	12 702 452,70	
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances	20 957 902,71	5 003 288,50
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	20 957 902,71	5 003 288,50
Titres de créances négociables	20 957 902,71	5 003 288,50
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	2 230 416,10	6 080 835,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	2 230 416,10	6 080 835,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	50 293 448,38	57 514 054,49
Créances représentatives de titres reçus en pension	50 293 448,38	57 514 054,49
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	1 982 523,23	
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations	1 982 523,23	
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	1 720 895,00	820 895,00
Opérations de change à terme de devises		
Autres	1 720 895,00	820 895,00
COMPTES FINANCIERS		
Liquidités		
TOTAL DE L'ACTIF	89 887 638,12	69 419 072,99

Bilan Passif au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	79 291 449,47	64 886 336,09
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	2 666 941,16	1 698 401,69
Résultat de l'exercice (a, b)	856 715,95	-470 856,25
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	82 815 106,58	66 113 881,53
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS		1 181 339,37
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		1 181 339,37
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		1 181 339,37
DETTES	3 552 987,29	299 502,80
Opérations de change à terme de devises		
Autres	3 552 987,29	299 502,80
COMPTES FINANCIERS	3 519 544,25	1 824 349,29
Concours bancaires courants	3 519 544,25	1 824 349,29
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	89 887 638,12	69 419 072,99

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Hors-Bilan au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Credit Default Swaps		
ITRAXX EUROPE S37 V1		73 000 000,00
ITRAXX EUROPE S37 V1		66 000 000,00
ITRAXX EUROPE S39 V1	75 000 000,00	
ITRAXX EUROPE S39 V1	86 800 000,00	
ITRAXX EUROPE S39 V1	2 000 000,00	
Autres engagements		

Les valeurs en gras correspondent à des valeurs en attente de l'affectation de la SDG. Par défaut, elles sont classées en « autres opérations ».

Compte de Résultat au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	32 819,50	
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées		9 999,92
Produits sur titres de créances	89 479,63	
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	1 030 901,76	20 054,21
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	1 153 200,89	30 054,13
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	53 184,37	301 579,77
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	875,28	35 143,71
Autres charges financières		
TOTAL (2)	54 059,65	336 723,48
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	1 099 141,24	-306 669,35
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	204 541,97	181 789,22
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	894 599,27	-488 458,57
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-37 883,32	17 602,32
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	856 715,95	-470 856,25

Annexes aux comptes annuels

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Les CDS :

Les dérivés de crédit sont calculés à partir de modèles standards de marché, utilisant les données de marchés (les spreads, les courbes de taux, taux de recouvrement) disponibles chez différents providers, notamment Markit et Reuters.

La contre valorisation est assurée par la société de Gestion qui procède au rapprochement prix Front / Prix valorisateur.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010560177 - Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P : Taux de frais maximum de 0,40% TTC.

FR0010725200 - Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S : Taux de frais maximum de 0,80% TTC.

Le fonds a pris en charge un montant de 535,40 euros lié à la cotisation AMF.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P	Capitalisation	Capitalisation
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S	Capitalisation	Capitalisation

2. Évolution de l'actif net au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	66 113 881,53	68 447 757,38
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	23 664 146,92	11 020 483,03
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-13 994 961,17	-9 537 436,78
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	85 302,68	-12,21
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-19 284,81	-33 898,73
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	4 115 170,15	7 837 854,53
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-1 397 604,73	-6 034 080,17
Frais de transactions	-24 354,64	-22 262,67
Différences de change		
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	214 348,78	-4 465,13
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	193 985,91	-20 362,87
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	20 362,87	15 897,74
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	3 163 862,60	-5 071 599,15
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	1 982 523,23	-1 181 339,37
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	1 181 339,37	-3 890 259,78
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	894 599,27	-488 458,57
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	82 815 106,58	66 113 881,53

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	12 702 452,70	15,34
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	12 702 452,70	15,34
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	20 957 902,71	25,31
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	20 957 902,71	25,31
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
AUTRES OPÉRATIONS		
Crédit	163 800 000,00	197,79
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	163 800 000,00	197,79

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	12 702 452,70	15,34						
Titres de créances	20 957 902,71	25,31						
Opérations temporaires sur titres			50 293 448,38	60,73				
Comptes financiers								
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							3 519 544,25	4,25
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées	8 513 756,93	10,28	4 188 695,77	5,06						
Titres de créances	20 957 902,71	25,31								
Opérations temporaires sur titres	50 293 448,38	60,73								
Comptes financiers										
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	3 519 544,25	4,25								
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1		Devise 2		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances								
Comptes financiers								
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/06/2023
CRÉANCES		
	Collatéraux	1 720 895,00
TOTAL DES CRÉANCES		1 720 895,00
DETTES		
	Frais de gestion fixe	47 145,17
	Collatéraux	3 500 895,00
	Autres dettes	4 947,12
TOTAL DES DETTES		3 552 987,29
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-1 832 092,29

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P		
Parts souscrites durant l'exercice	1 557,256	22 258 336,23
Parts rachetées durant l'exercice	-931,084	-13 669 228,38
Solde net des souscriptions/rachats	626,172	8 589 107,85
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	5 371,516	
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S		
Parts souscrites durant l'exercice	9 746,805	1 405 810,69
Parts rachetées durant l'exercice	-2 270,726	-325 732,79
Solde net des souscriptions/rachats	7 476,079	1 080 077,90
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	11 461,265	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/06/2023
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	199 237,01
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,25
Rétrocessions des frais de gestion	
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	5 304,96
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,50
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	30/06/2023
Garanties reçues par l'OPC	
- dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/06/2023
Titres pris en pension livrée	50 088 566,23
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/06/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/06/2023
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			2 230 416,10
Instruments financiers à terme	FR0014006HA6	CPR MONETAIRE ISR Z FCP	2 230 416,10
Total des titres du groupe			2 230 416,10

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/06/2023	30/06/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	856 715,95	-470 856,25
Acomptes versés sur résultat de l'exercice		
Total	856 715,95	-470 856,25

	30/06/2023	30/06/2022
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	843 027,64	-465 552,34
Total	843 027,64	-465 552,34

	30/06/2023	30/06/2022
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	13 688,31	-5 303,91
Total	13 688,31	-5 303,91

OPCVM CPR CREDIXX INVEST GRADE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/06/2023	30/06/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	2 666 941,16	1 698 401,69
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	2 666 941,16	1 698 401,69

	30/06/2023	30/06/2022
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	2 611 843,01	1 684 387,00
Total	2 611 843,01	1 684 387,00

	30/06/2023	30/06/2022
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	55 098,15	14 014,69
Total	55 098,15	14 014,69

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	28/06/2019	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023
Actif net Global en EUR	88 914 832,66	85 987 558,66	68 447 757,38	66 113 881,53	82 815 106,58
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P en EUR					
Actif net	88 770 167,41	85 331 675,35	67 760 604,43	65 568 699,73	81 106 008,12
Nombre de titres	6 305,524	6 029,665	4 639,765	4 745,344	5 371,516
Valeur liquidative unitaire	14 078,15	14 151,97	14 604,31	13 817,48	15 099,27
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	606,33	380,09	435,94	354,95	486,23
Capitalisation unitaire sur résultat	-75,09	-89,49	-87,68	-98,10	156,94
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S en EUR					
Actif net	144 665,25	655 883,31	687 152,95	545 181,80	1 709 098,46
Nombre de titres	1 030,127	4 657,729	4 740,483	3 985,186	11 461,265
Valeur liquidative unitaire	140,43	140,81	144,95	136,80	149,11
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	6,05	3,78	4,32	3,51	4,80
Capitalisation unitaire sur résultat	-1,09	-1,24	-1,22	-1,33	1,19

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
CONTINENTAL 0.0% 12-09-23	EUR	1 000 000	992 362,35	1,20
TOTAL ALLEMAGNE			992 362,35	1,20
CANADA				
TORONTODOMINION BANK THE 0.625% 20-07-23	EUR	1 000 000	1 004 591,48	1,21
TOTAL CANADA			1 004 591,48	1,21
COREE DU SUD				
THE EXP IMP KOREA 0.625% 11-07-23	EUR	900 000	904 937,98	1,09
TOTAL COREE DU SUD			904 937,98	1,09
ESPAGNE				
CAIXABANK 1.75% 24-10-23 EMTN	EUR	1 200 000	1 206 382,93	1,46
TOTAL ESPAGNE			1 206 382,93	1,46
ETATS-UNIS				
BK AME 0.75% 26-07-23 EMTN	EUR	1 000 000	1 005 226,93	1,21
GENE MOT 0.955% 07-09-23 EMTN	EUR	1 000 000	1 002 321,50	1,21
TOTAL ETATS-UNIS			2 007 548,43	2,42
FRANCE				
ALD 0.375% 19-10-23 EMTN	EUR	1 000 000	992 545,05	1,20
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN 0.875% 21-09-23	EUR	1 000 000	1 000 499,60	1,21
PERNOD RICARD 0.0% 24-10-23	EUR	1 000 000	988 435,59	1,19
TOTAL FRANCE			2 981 480,24	3,60
JAPON				
SUMITOMO MITSUI FINANCIAL GROUP 0.819% 23-07-23	EUR	1 000 000	1 005 852,61	1,22
TOTAL JAPON			1 005 852,61	1,22
LUXEMBOURG				
NOVA FINA 0.125% 20-09-23	EUR	600 000	596 043,74	0,72
TOTAL LUXEMBOURG			596 043,74	0,72
PAYS-BAS				
RABOBK 0.75% 29-08-23	EUR	1 000 000	1 001 920,74	1,21
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 1.125% 02-10-23	EUR	1 000 000	1 001 332,20	1,21
TOTAL PAYS-BAS			2 003 252,94	2,42
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			12 702 452,70	15,34
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			12 702 452,70	15,34
Titres de créances				
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
ESPAGNE				
SPAI LETR DEL TESO ZCP 07-07-23	EUR	7 000 000	6 996 150,95	8,45
SPAI LETR DEL TESO ZCP 08-09-23	EUR	3 000 000	2 980 639,01	3,60
TOTAL ESPAGNE			9 976 789,96	12,05

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
FRANCE TREASURY BILL ZCP 050723	EUR	3 000 000	2 998 980,35	3,62
TOTAL FRANCE			2 998 980,35	3,62
ITALIE				
ITAL BUON ORDI DEL ZCP 14-07-23	EUR	3 000 000	2 996 296,33	3,62
ITAL BUON ORDI DEL ZCP 31-07-23	EUR	5 000 000	4 985 836,07	6,02
TOTAL ITALIE			7 982 132,40	9,64
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			20 957 902,71	25,31
TOTAL Titres de créances			20 957 902,71	25,31
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
CPR MONETAIRE ISR Z FCP	EUR	110	2 230 416,10	2,69
TOTAL FRANCE			2 230 416,10	2,69
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			2 230 416,10	2,69
TOTAL Organismes de placement collectif			2 230 416,10	2,69
Titres reçus en pension				
BELGIQUE				
PROXIMUS 2.375% 04/24	EUR	3 000 000	2 977 500,00	3,60
TOTAL BELGIQUE			2 977 500,00	3,60
ETATS-UNIS				
DHR 1.7 03/30/24	EUR	4 000 000	3 950 000,00	4,77
ELI LILY AND 1.625% 02-06-26	EUR	3 000 000	2 842 500,00	3,43
IBM INTL BUSINESS MACHINES 1.25% 29-01-27	EUR	5 000 000	4 632 000,00	5,59
MC DONALD S 0.25% 04-10-28	EUR	7 500 000	6 297 000,00	7,61
TOTAL ETATS-UNIS			17 721 500,00	21,40
FRANCE				
SCHNEIDER ELECTRIC SE 3.125% 13-10-29	EUR	5 000 000	4 999 500,00	6,04
TOTAL FRANCE			4 999 500,00	6,04
JAPON				
ASAHI BREWERIES 0.01% 19-04-24	EUR	3 800 000	3 674 980,00	4,44
TOTAL JAPON			3 674 980,00	4,44
MEXIQUE				
MEXICO GOVERNMENT INTL BOND 1.625% 08-04-26	EUR	8 000 000	7 568 000,00	9,14
TOTAL MEXIQUE			7 568 000,00	9,14
NORVEGE				
STATNETT SF 0.875% 08-03-25	EUR	9 678 000	9 204 745,80	11,11
TOTAL NORVEGE			9 204 745,80	11,11
ROYAUME-UNI				
LLOYDS BANKING GROUP 3.125% 24-08-30	EUR	1 600 000	1 518 080,00	1,83
SMITH AND NEPHEW 4.565% 11-10-29	EUR	1 600 000	1 678 560,00	2,02

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
THAMES WATER UTILITIES FIN 0.875% 31-01-28	EUR	1 000 000	865 600,00	1,05
TOTAL ROYAUME-UNI			4 062 240,00	4,90
TOTAL Titres reçus en pension			50 208 465,80	60,63
Indemnités sur titres reçus en pension			84 982,58	0,10
Instruments financier à terme				
Autres instruments financiers à terme				
Credit Default Swap				
ITRAXX EUROPE S39 V1	EUR	75 000 000	907 774,17	1,10
ITRAXX EUROPE S39 V1	EUR	2 000 000	24 151,76	0,03
ITRAXX EUROPE S39 V1	EUR	86 800 000	1 050 597,30	1,26
TOTAL Credit Default Swap			1 982 523,23	2,39
TOTAL Autres instruments financiers à terme			1 982 523,23	2,39
TOTAL Instruments financier à terme			1 982 523,23	2,39
Créances			1 720 895,00	2,08
Dettes			-3 552 987,29	-4,29
Comptes financiers			-3 519 544,25	-4,25
Actif net			82 815 106,58	100,00

Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - S	EUR	11 461,265	149,11
Part CPR CREDIXX INVEST GRADE - P	EUR	5 371,516	15 099,27